



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement  
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 08/09/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/08/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**GAZECHIM**

13 à 19 rue Denis Papin  
ZI de Mitry-Compans  
77290 Mitry-Mory

Références : E/25-2156  
Numéro HELIOS : 62783

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/08/2025 dans l'établissement GAZECHIM implanté 13-21 rue Denis Papin ZI DE MITRY COMPANS 77290 Mitry-Mory. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection portait sur la gestion des effluents industriels par l'exploitant suite à l'indisponibilité, depuis le 5 août 2025, de la station de neutralisation commune aux établissements Gazechim, Gazechim-Froid et Univar, dont cette dernière société a la gestion.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GAZECHIM
- 13-21 rue Denis Papin ZI DE MITRY COMPANS 77290 Mitry-Mory
- Code AIOT : 0006501826
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société GAZECHIM dont le siège social est situé à BEZIERS exploite à MITRY-MORY des installations de stockage et de conditionnement de gaz liquéfiés toxiques et corrosifs (chlore, ammoniac et anhydride sulfureux).

L'établissement GAZECHIM de Mitry-Mory est implanté dans la zone industrielle de Mitry-Compans, à 20 km au Nord-est de Paris et à 3 km au Sud-est de l'aéroport Roissy Charles de Gaulle. La zone industrielle se situe à l'est de Mitry-Mory, le long de la route départementale D9, en direction de Compans.

L'autorisation d'exploitation initiale a été accordée par arrêté préfectoral du 31 décembre 1974 et l'exploitation a débuté le 8 avril 1976. L'installation de la société sur la zone industrielle de Mitry-Compans fait suite à une proposition de la Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale (DATAR).

Le site est implanté sur une « plateforme d'une superficie de 32 657 m<sup>2</sup> commune à trois sociétés :

- GAZECHIM dit « GTC » (conditionnement et stockage de Gaz liquéfiés Toxiques et Corrosifs) ;
- UNIVAR dont les activités sont le conditionnement et le stockage de produits et spécialités chimiques,
- GAZECHIM Froid dont les activités sont le conditionnement et le stockage de fluides frigorigènes.

L'établissement est soumis au régime de l'autorisation [A] au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement pour six rubriques, dont une avec franchissement direct du seuil Seveso haut.

Les activités de l'établissement sont notamment encadrées par l'arrêté préfectoral n°07 DAIDD 1 IC 178 du 21 juin 2007 (modifié).

L'établissement fait par ailleurs l'objet d'un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) approuvé par arrêté n°15/DCSE/IC/069 du 19 août 2015.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;

- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques de rejet au milieu	Arrêté Préfectoral du 21/06/2007, article 4.3.4	Demande d'action corrective	1 mois
2	Modification des conditions d'exploitation	Code de l'environnement, article L.181-14	Demande d'action corrective	1 mois
3	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 21/06/2007, article 7.1	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en place une solution alternative au déversement de ses effluents dans le réseau interne de la plateforme de Mitry-Mory, actuellement indisponible. Toutefois, contrairement à ce que prévoit l'arrêté préfectoral du 21/06/2007, l'exploitant ne tient pas à jour un registre traçant les solutions mises en place afin de pallier au dysfonctionnement du système de traitement des effluents. Par ailleurs, l'exploitant n'a pas porté à la connaissance de M. le Préfet la solution alternative mise en place et les impacts et risques associés.

Enfin, le jour de l'inspection, la solution alternative choisie par l'exploitant pour collecter les effluents ne garantissait pas l'absence d'un déversement accidentel dans le réseau javel de la plateforme.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques de rejet au milieu

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/06/2007, article 4.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Raccordement à la station de neutralisation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un registre est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et, le cas échéant, les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.
<b>Constats :</b>  Cette inspection faite suite à l'indisponibilité depuis le 5 août 2025 de la station de neutralisation des effluents industriels commune aux établissements Gazechim, Gazechim-Froid et Univar. L'exploitant indique que les seuls rejets industriels de son établissement de Mitry-Mory sont des rejets chargés en javel.  En salle, l'exploitant indique ne pas tenir de registre depuis l'indisponibilité de la station de neutralisation survenue le 05/08/2025.  <b>Suite n°12082025-1 :</b> L'exploitant tiendra à jour un registre sur lequel il indiquera les dispositions prises pour évacuer ses effluents industriels durant toute l'indisponibilité de la station de neutralisation.  Lors de la visite du site, l'inspection a constaté que les effluents chargés en javel étaient collectés dans un IBC. L'inspection a constaté que cet IBC était bien dans la zone de neutralisation du chlore, mais à proximité directe d'un avaloir du réseau javel de la plateforme. L'inspection a constaté qu'aucune mesure n'avait été prise pour éviter un déversement accidentel dans le réseau de javel desservant la station de neutralisation de la plateforme.  <b>Suite n°12082025-2 :</b> L'exploitant prendra les dispositions nécessaires afin d'assurer que des égouttures ou un éventuel déversement accidentel de l'IBC collectant les effluents chargés en

javel ne viennent pas se répandre dans le réseau de javel de la plateforme, alors que la station de neutralisation est à l'arrêt.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 2 : Modification des conditions d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 08/09/2025, article L.181-14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Porter à connaissance
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.</p> <p>En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.</p> <p>L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite du site, l'inspection a constaté que l'indisponibilité de la station de neutralisation de la plateforme (cf. Fiche n°1) impliquait une modification d'exploitation du site Gzechim, pour laquelle les effluents industriels chargés en javel sont collectés dans un IBC.</p> <p>Ces nouvelles modalités de collecte ainsi que l'entreposage de ces IBC sur le site n'ont pas été portés à la connaissance de M. le Préfet. Un dossier portant à la connaissance de M.le Préfet les modifications des conditions d'exploitation et évaluant les impacts et les risques associés doit être réalisé, conformément à l'article L. 181-14 du Code de l'environnement.</p> <p><b>Suite n°12082025-3 : L'exploitant évaluera les impacts environnementaux et les risques associés aux nouvelles modalités de collecte et d'entreposage, avant évacuation, des effluents aqueux chargés en javel, dans le cadre d'un dossier de porter à connaissance à transmettre à M. le Préfet conformément à l'article L. 181-14 du Code de l'environnement.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 3 : Prévention des risques technologiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/06/2007, article 7.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Principes directeurs

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

L'exploitant privilégiera les solutions techniques intrinsèquement les plus sûres et économiquement acceptables lors de la modification et conception de ses installations.

**Constats :**

L'exploitant estime à 1m<sup>3</sup> par mois les rejets aqueux chargés en javel de son établissement de Mitry-Mory. En cas d'indisponibilité sur une longue période de la station de neutralisation de la plateforme, l'exploitant prévoit d'évacuer ses effluents en IBC vers un autre établissement du groupe Gazechim.

**Suite n°12082025-4 :** L'exploitant prendra toutes les dispositions nécessaires afin de maîtriser les risques de son installation durant toute la durée de l'indisponibilité de la station de neutralisation. En particulier, il procédera régulièrement à l'évacuation des effluents stockés au sein de son établissement.

Il informera en outre l'inspection des installations classées de l'évacuation de ses effluents vers des filières autorisées et transmettra les bordereaux de suivi de déchets dangereux associés.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois